

LETTRE D'EUROPE

La Repubblica

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

Les fascistes sont aux portes de l'Europe

Massimo Riva,
Editorialiste au quotidien
italien « La Repubblica »

Enfin ! Il en aura fallu du temps pour que l'alerte concernant les convulsions de la politique européenne ne conquière les esprits et les cœurs de l'intelligentsia continentale. Pourtant, cela fait déjà quelques années que plusieurs pays d'Europe de l'Est – avec en tête la Hongrie de Viktor Orbán – attaquent les valeurs fondamentales de l'Union, à commencer par le contrôle des libertés politiques à travers l'État de droit. Sans oublier – dans le délire autoritaire du « viktateur » de Budapest – la proposition de revendiquer un avenir placé sous le signe de la « démocratie illibérale » pour l'ensemble de l'Union. Un oxymore politique derrière lequel il n'est pas difficile d'identifier un bien sombre dessein, celui de faire revenir un des monstres les plus sanguinaires et les plus dévastateurs de l'histoire européenne récente : le fascisme.

Malédiction séculaire

C'est le renouvellement prochain du Parlement de Strasbourg – les élections auront lieu en mai – qui a incité les consciences les plus averties à lancer un appel plein de tristesse. Car ce vote risque d'avoir des conséquences catastrophiques sur le destin de l'Europe. Une victoire des mouvements nationalistes et souverainistes impliquerait non seulement la fin de l'unité, bien qu'incertaine, atteinte jusqu'à présent, mais également

la régression à un modèle de rapports conflictuels entre les États, un modèle qui ramènerait l'Europe à cette malédiction séculaire si bien résumée dans le célèbre aphorisme de Carl von Clausewitz : la guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens.

Mais afin que l'alerte lancée ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd, il faut que cette dernière soit transformée en étendard, en premier lieu par les forces politiques organisées qui intègrent leurs racines culturelles à la démocratie et à l'État de droit. Alors que les fascistes sont aux portes de l'Europe, ce n'est plus

l'heure ni le moment de se pencher sur ce qui divise les socialistes, les libéraux et les populistes.

Et une fois encore, tout va se jouer en Allemagne, où l'on dit qu'Angela Merkel envisage de se porter candidate à la présidence de la Commission européenne. Un choix qui repose peut-être sur des raisons tactiques purement allemandes. Alors que pour la chancelière, ce quatrième mandat s'avère plus que délicat, la nomination d'un Allemand à la tête de la BCE – Banque centrale européenne – après Mario Draghi rencontre beaucoup plus de résistance que prévu. Au vu de la situation, l'Allemagne devrait poser sa candidature à Bruxelles et non à Franc-

fort. Comme Angela Merkel dirige déjà une coalition entre les deux principales familles politiques européennes, les chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates, ce ne serait que bénéfique.

Mettre fin aux ambiguïtés

Mais la chancelière aura-t-elle la force de donner un poids européen à son ambition ? Dévoilera-t-elle sa véritable intention, qui n'est autre que de faire échouer le blocage souverainiste ? Pour que l'opération soit un succès, il faut se débarrasser de toute ambiguïté embarrassante. D'un côté, il est indispensable qu'Angela Merkel abandonne la tentation de freiner la progression de la droite populiste en s'aventurant sur le même terrain qu'elle, comme le demandent ses alliés bavarois : dans un tel contexte, la cannibalisation de Silvio Berlusconi par la Ligue du Nord en Italie est une leçon sur laquelle il faudrait également méditer à Berlin.

D'un autre côté, il est urgent d'organiser l'exclusion du « démocrate illibéral » Viktor Orbán du Parti populaire européen. S'ils ne coupent pas ce noeud, les partis allemands modérés reproduiront non seulement l'erreur tragique du gouvernement von Papen, qui a avalisé l'ascension d'Hitler, mais retireront également à l'Europe tout espoir de se sauver de la menace fasciste, comme à l'époque. ■